



Emmanuel Jules Ntap (VOA)

À l'issue de la conférence de presse tenue mercredi matin à Yaoundé, le Social democratic front (SDF), accuse le gouvernement camerounais d'avoir militarisé les zones anglophones et appelle à la tenue d'un dialogue inclusif.

Séance tenante, un député du Social democratic front (SDF) a témoigné que "les check point des militaires sont visibles dans le nord-ouest" du Cameroun. Il affirme qu'il a été empêché - en compagnie de son épouse - par ces militaires de regagner son domicile au village, situé dans la localité de Santa, département de la Mezam, région du Nord-Ouest.

"C'est une évolution dramatique et inquiétante" de la crise anglophone, imputable au régime du RDPC, le parti au pouvoir, soutient Jean Tsomelou, secrétaire général du SDF. Les affirmations de militarisation des zones anglophones prennent le contre-pied du gouvernement qui parle plutôt "de la sécurisation de ces deux régions"

Les militaires ont tiré "à balles réelles sur les manifestants en zones anglophones à mains nues", affirme Jean Tsomelou, secrétaire général du SDF. "Les enfants ont été tués", a-t-il ajouté. Le parti maintient sa position sur l'urgence d'ouvrir une session parlementaire sur la crise anglophone.

Une telle démarche avait déjà été entreprise à l'Assemblée nationale sur la situation des

Camerounais menacés par les incursions de Boko Haram dans l'extrême-nord, souligne-t-il encore.

C'est la raison pour laquelle les parlementaires du SDF ont boycotté les sessions d'ouverture du mois de novembre à l'Assemblée, au Sénat, et orchestré des blocus lors des séances plénières des deux chambres. Le SDF annonce dans les prochains jours, un déploiement de ses députés et sénateurs dans les régions du nord-ouest et du sud ouest. Ils iront discuter avec les populations de ces régions.